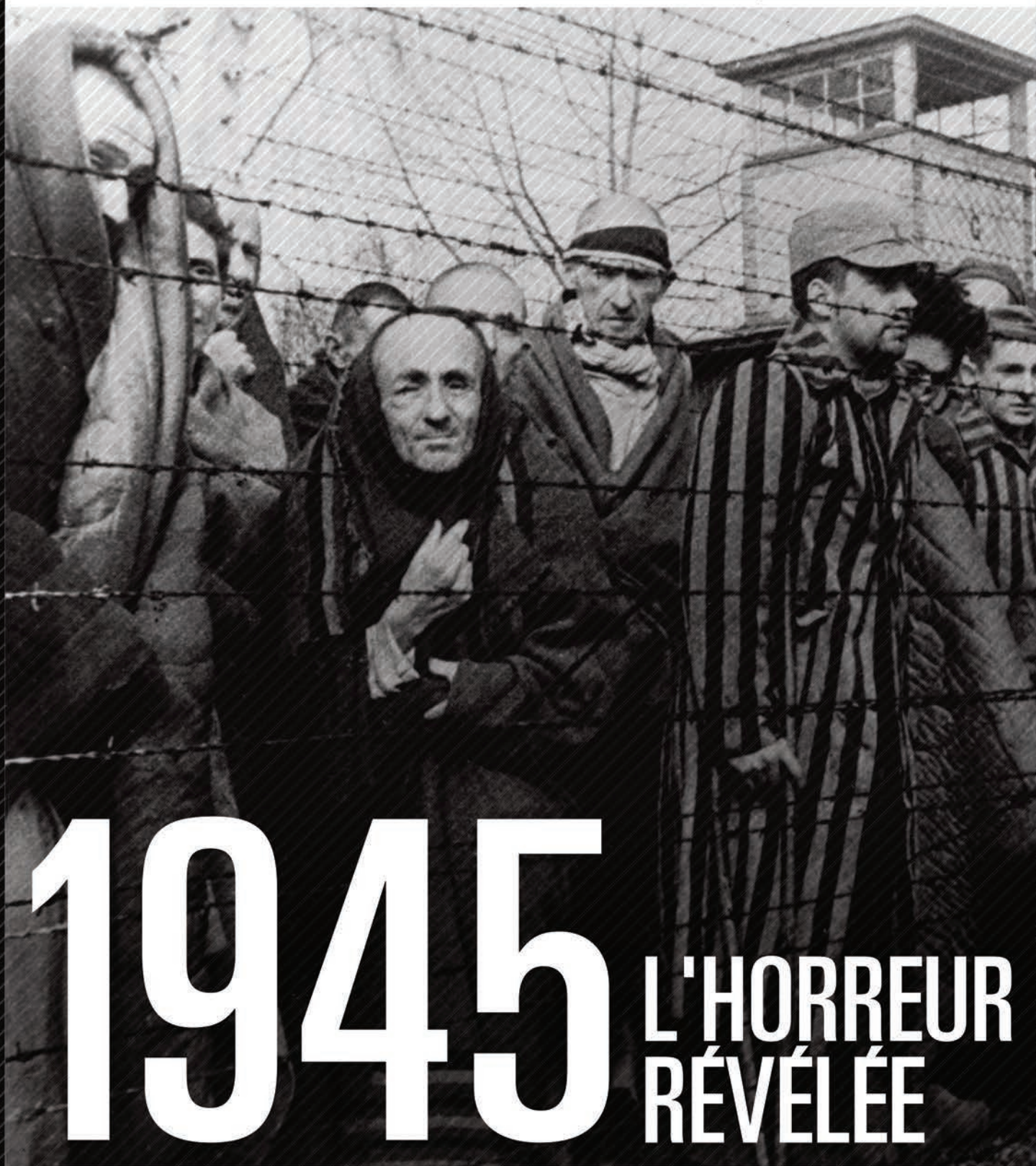


LES CHEMINS DE LA **MÉMOIRE**

UNE PUBLICATION DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION - DIRECTION DE LA MÉMOIRE, DU PATRIMOINE ET DES ARCHIVES



1945

L'HORREUR RÉVÉLÉE

LES CHEMINS DE LA MÉMOIRE

Ministère de la Défense
Secrétariat général pour l'administration
Direction de la mémoire, du patrimoine
et des archives

14 rue Saint-Dominique - 75700 Paris SP 07
Tél. : 01 44 42 16 17 - Fax : 01 44 42 11 77
Abonnement/résiliation
dmpa-bapi.chemins.fc@intradef.gouv.fr

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Philippe NAVELOT

...

RÉDACTEUR EN CHEF

Grégory AUDA

COMITÉ DE RÉDACTION

Alice CAMUS DE VALENCE • Cyril CAUDRON
Cécile FAURE • Daniel FLEURY • Alain MARZONA
Gérard MONNEVEU • Guillaume PICHARD
Élise TOKUOKA • Thierry WIDEMANN

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Christine RODI

RÉDACTEUR

Élisabeth COLAS

ICONOGRAPHE

Joëlle ROSELLO

SECRÉTAIRE

Christiane MONTEAGUDO

...

CHEF DE LA MISSION COMMUNICATION

Valérie STRAUS (SGA/COM)

DIRECTEUR ARTISTIQUE / GRAPHISTE

© Pascal ILIC (SGA/COM)

PAO, IMPRESSION ET ROUTAGE

PGT + PGP (SGA/SPAC)

Pôle Graphique de Tulle

2, rue Louis Drulille

CS 10290 - 19007 Tulle Cedex

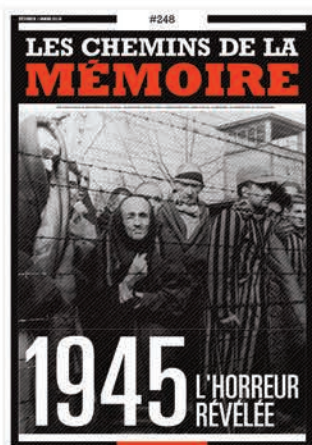
N°ISSN : 1150-70 55 - Tirage : 23 000 exemplaires

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2015



Le site Internet Chemins de mémoire propose
des dossiers sur l'actualité mémorielle
et des articles historiques pour aller plus loin
www.cheminsdememoire.gouv.fr

Retrouvez les anciens numéros
des Chemins de la mémoire dans la rubrique
«Mémoire et Patrimoine»
www.defense.gouv.fr



←

Déportés derrière les barbelés lors
de la libération du camp d'Auschwitz,
27 janvier 1945 (cliché pris par
un photographe soviétique)
© Bilderwelt/Roger-Viollet



L'ACTUALITÉ

3

L'ÉVÉNEMENT

4/5

Le camp de concentration
de Natzweiler-Struthof

LE DOSSIER
1945 L'HORREUR
RÉVÉLÉE

6/10

CAHIER CENTRAL
LE CAMP DE VAIHINGEN

L'ENTRETIEN
Georges Loinger

11

L'ACTEUR
Une terre de Justes

12

RELAIS
Témoigner pour ne pas oublier

13

CARREFOUR(S)

14/15

PATRIMOINE

4^e



L'entrée du camp de Natzweiler-Struthof, Alsace

© CERD

ENTRE HORREUR ET ESPOIR

«Nous sommes tous des pendus dont la corde a cassé», c'est en ces termes que Francine Christophe s'exprime pour décrire la sidération de ceux qui ont subi les persécutions nazies et l'enfer concentrationnaire. Déportés politiques ou raciaux, ils ont vécu «la destruction progressive de ce qui constitue un être humain, de sa dignité, de sa relation avec les autres, de ses droits les plus élémentaires» a écrit la résistante Geneviève de Gaulle-Anthonioz. Peu sont revenus, et parmi eux, beaucoup sont restés comme figés quelque part entre l'horreur et l'espoir.

Cette horreur, cet espoir sont leur legs à notre époque.

Horreur de savoir que des hommes peuvent hurler et menacer une petite fille pour lui «faire avouer» qu'elle est juive. Horreur des armées alliées devant l'ampleur des massacres nazis, ainsi que l'expose l'historien Thomas Fontaine, auteur du dossier de ce numéro des *Chemins de la mémoire*. Horreur indéniable, horreur révélée quand les reporters de guerre fixent sur pellicule ces regards vides, frappés de stupeur et d'angoisse, ces corps décharnés et traversés de douleur.

Mais espoir tout de même. Espoir quand des hommes s'opposent à la terreur nazie. Car il était possible d'agir ainsi que l'ont fait, par exemple, les villageois du Chambon-sur-Lignon ou des résistants, tel Georges Loinger, dont l'action héroïque est ici rappelée. Espoir encore quand les survivants rentrent chez eux et retrouvent leur famille, même si leur joie ne peut faire oublier la douloureuse absence de ceux qui ne reviendront pas. Espoir enfin quand des rescapés, comme Francine Christophe, viennent témoigner devant les plus jeunes. Ils nous rappellent que cette horreur et cet espoir sont l'affaire de tous et doivent maintenir éveillée la vigilance de chacun d'entre nous. ■



L'AGENDA

FÉVRIER

- 10** Ouverture de l'exposition «Cent ans de photographie aux armées», cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides à Paris.

MARS

- 19** Journée nationale du souvenir et de recueillement en mémoire des victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie et des combats en Tunisie et au Maroc.
- 19** Salon mondial du tourisme à la Porte de Versailles (pavillon 4).
22 Un espace est dédié au tourisme de mémoire.
- 20** Salon du livre de Paris à la Porte de Versailles (pavillon 1) :
23 le ministère de la défense présentera ses ouvrages en coédition.
- 27** Colloque «Images d'armées : cent ans de cinéma et de photo-
28 graphie militaires (1915-2015)» dans le cadre du centenaire de l'ECPAD, auditorium Austerlitz, musée de l'Armée.

AVRIL

- 26** Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation.

1954

Année à partir de laquelle est inscrite au calendrier, en France, une journée réservée au souvenir de la Déportation.

À l'approche du 10^e anniversaire de la libération des camps nazis, la demande d'une journée de commémoration nationale est portée par un mouvement de grande ampleur parmi les anciens déportés et les familles de disparus.

Le 14 avril 1954, une loi votée à l'unanimité par le Parlement consacre le dernier dimanche d'avril en tant que «Journée nationale du souvenir des victimes et des héros de la Déportation».

LE CAMP DE CONCENTRATION DE NATZWEILER- STRUTHOF

SITUÉ EN ALSACE ANNEXÉE, LE CAMP DE NATZWEILER-STRUTHOF EST DÉCOUVERT PAR LES ALLIÉS EN NOVEMBRE 1944. HISTOIRE SINGULIÈRE QUE CELLE DE NATZWEILER QUI VA POURSUIVRE SON ENTREPRISE FUNESTE OUTRE-RHIN DANS SES CAMPS ANNEXES JUSQU'EN 1945.



Frédérique NEAU-DUFOUR

Directrice du Centre européen
du résistant déporté

Le camp de concentration de Natzweiler-Struthof a été ouvert par les nazis, en mai 1941, dans l'Alsace annexée de fait par le III^e Reich. Il regroupe essentiellement des déportés politiques et des résistants, et a la particularité d'être le plus occidental de tous les camps de concentration. En raison de sa situation géographique, il est le premier camp découvert par les Alliés à l'ouest de l'Europe, le 25 novembre 1944 alors que de son côté, l'Armée rouge avait découvert, le 23 juillet 1944, le camp de Lublin-Majdanek. Pourtant, l'histoire de Natzweiler ne s'arrête pas avec l'arrivée des soldats américains en Alsace : replié dans ses camps annexes situés outre-Rhin, le camp poursuit son entreprise meurtrière jusqu'en avril 1945. C'est là un cas unique et terrible, qui a provoqué la mort de milliers de déportés alors même que le camp principal avait été «libéré».

C'est cette histoire singulière que raconte l'exposition «La liberté nous reviendra : la double fin du camp de Natzweiler», réalisée en partenariat scientifique avec le Land du Bade-Wurtemberg et les mémoriaux allemands des camps annexes de Natzweiler, représentés par la Gedenkstätte Neckarelz. La cartographie y occupe une place importante, car elle résume mieux qu'un long texte la spécificité d'un camp de concentration situé à la frontière occidentale du Reich.

À l'été 1944, tandis que les Alliés et les Français libres progressent depuis la Normandie et la Provence, les Vosges deviennent la dernière ligne de défense

naturelle pour les Allemands. Les nazis durcissent la répression contre les populations vosgiennes accusées d'aider les Alliés et procèdent à de très nombreuses déportations, ainsi qu'à des exécutions sommaires de résistants - notamment dans l'enceinte du Struthof. Le 1^{er} septembre, l'Inspection des camps de concentration, (IKL, organisme responsable du système concentrationnaire) d'Orianenburg donne l'ordre d'évacuer par train les quelque 6 000 déportés du camp. Le commandant du camp, Fritz Hartjenstein, rédige à cet effet une note d'instructions : «Les détenus en bonne condition physique peuvent être davantage entassés que ceux qui sont malades ou inaptes au travail. [...] Le camp et ses dépendances doivent être laissés dans un parfait état de propreté et d'ordre».

En novembre 1944, l'évacuation est achevée. Le 25 novembre, lorsqu'un détachement de la 3^e division d'infanterie américaine pénètre dans la double enceinte de barbelés, le camp de Natzweiler-Struthof est vide. Aucun déporté mort ou vivant ne s'y trouve. En revanche, les installations sont intactes. Les baraques, le four crématoire, la chambre à gaz, les montagnes d'habits et le tas de cheveux laissent entrevoir ce qu'a pu être la réalité de «l'enfer d'Alsace».

Pour autant, la prise de conscience reste partielle. Des dizaines d'autres camps sont découverts au cours de l'hiver 1944-1945 et le nom de Natzweiler disparaît dans cette litanie. Pourtant, le complexe concentrationnaire se réorganise grâce à ses

camps annexes situés à l'est du Rhin. Son administration se réimplante d'abord à Dachau, puis à Guttenbach et Binau. Non seulement l'appellation «camp de Natzweiler» est maintenue, mais vingt nouveaux camps annexes sont créés et 19 833 nouveaux déportés y sont enregistrés entre septembre 1944 et avril 1945 ! Certains arrivent des camps situés dans les zones libérées par les Alliés - c'est le cas des Juives hongroises qui affluent entre décembre 1944 et janvier 1945. Alors même que l'Allemagne se délite, l'acharnement de Natzweiler est saisissant. Il témoigne de la dérive jusqu'au-boutiste qui s'est emparée de l'Allemagne nazie acculée à la défaite.

Pour les déportés qui subissent de plein fouet la surpopulation concentrationnaire et le chaos qui gagne peu à peu l'Allemagne, la survie devient de plus en plus difficile. Dans des ateliers souvent enfouis sous terre pour échapper aux bombardements alliés, ils doivent trimer jour et nuit pour le bénéfice des entreprises SS ou des entreprises privées comme Daimler, Krupp, Mauser notamment. Le taux de mortalité explose. Isaac Wassertein est l'un des dix déportés présentés au fil de l'exposition. Dans le camp annexe de Bisingen, lui et ses camarades doivent extraire de l'huile des schistes bitumineux pour en faire du carburant : «C'était un travail très dur... On n'avait presque aucun outil nécessaire pour cette tâche. Les pierres étaient si froides et si gelées, que nos doigts restaient collés sur elles.

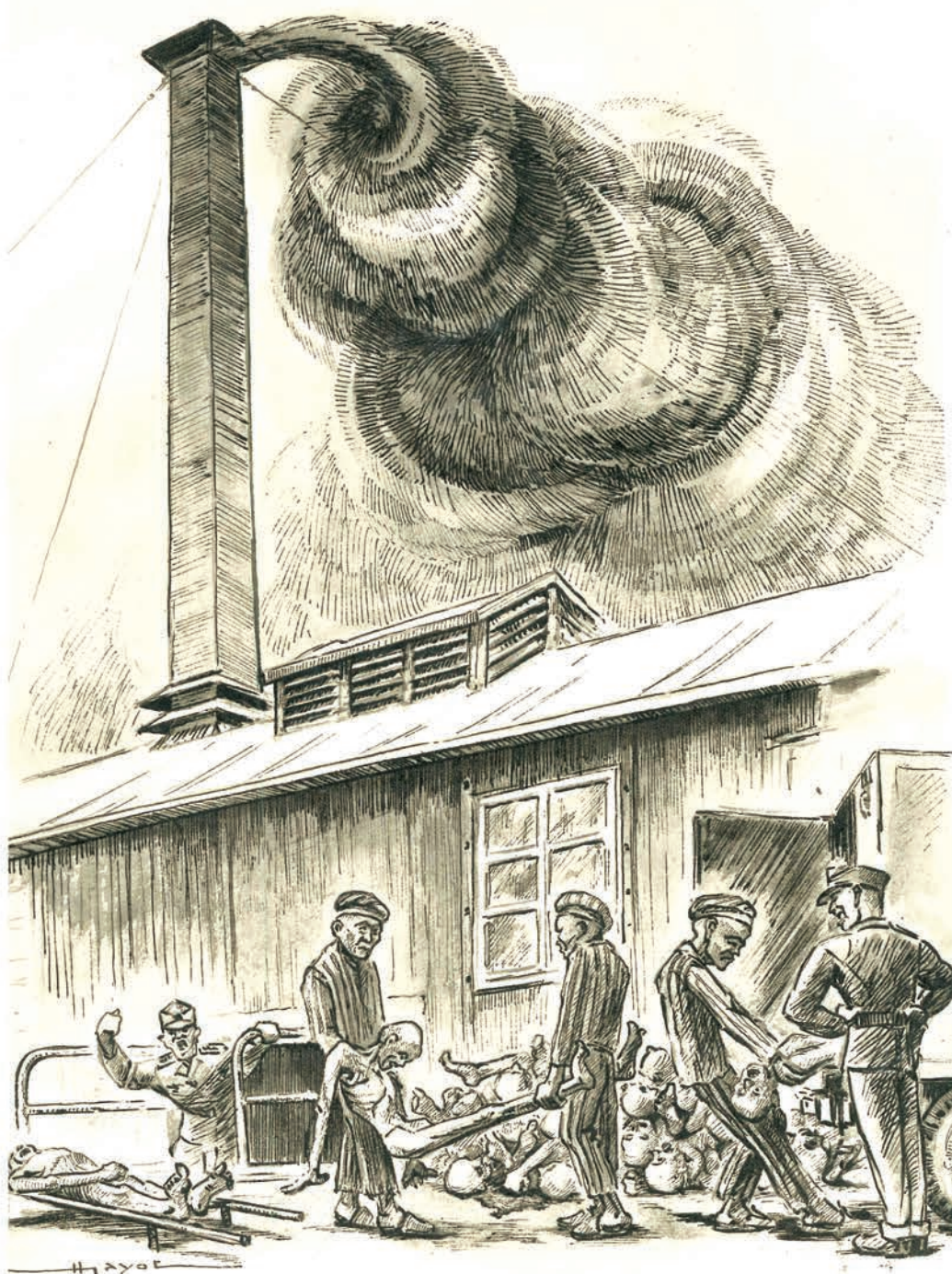
*** 7



N

Gravure de Henri Gayot.

© coll. du CERD/DR



Cela ressemblait au travail des esclaves dans l'Égypte antique». Plusieurs objets fabriqués par les déportés sont présentés dans l'exposition : un morceau d'aile d'avion Messerschmitt, un bidon d'huile de schiste, un pistolet mitrailleur MP 40... La vraie fin du camp de Natzweiler, en avril 1945, est une épreuve qui a peu à voir avec la joie que l'on associe habituellement aux scènes de «libération». Un dessin et une carte géographique rendent compte de la bestialité de cet épisode. Le dessin est l'œuvre du Polonais Mieczysław Wisniewski, dessinateur de talent déporté avec son frère Tadeusz au camp de Dachau, puis dans le camp de Mannheim-Sandhofen (camp annexe de Natzweiler). En mars 1945, il arrive au camp de Kochendorf, puis sera évacué à pied vers Dachau. À la libération de ce camp, il a sombré dans le coma à cause du typhus. Bien plus tard, il représente ce que fut cette marche de la mort, dans un décor blême, avec des déportés hagards, trop faibles pour avancer et tués à bout portant au bord du chemin. La carte géographique, œuvre de l'historien allemand Arno Huth, synthétise la complexité des évacuations, marches et transports dans les dernières semaines de la guerre. Obsédés par l'idée de ne laisser aucun déporté tomber aux mains des libérateurs, les nazis les déplacent sans fin, parfois sans destination précise, au prix de milliers de morts.

L'exposition est présentée au Centre européen du résistant déporté, dans l'enceinte de l'ancien camp principal de Natzweiler, au Struthof. Elle s'y enrichit du témoignage filmé d'un ancien déporté français de Natzweiler, Albert Montal, qui a connu les marches de la mort entre les camps annexes. Grâce à l'engagement de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre et au soutien du Bade-Wurtemberg, l'exposition a été dupliquée en plusieurs exemplaires afin d'être présentée dans d'autres lieux, notamment dans les anciens camps annexes de Natzweiler. Une quarantaine d'institutions, associations et mémoriaux l'accueilleront ainsi au cours de l'année 2015, des deux côtés du Rhin. Cet engouement à écrire une histoire commune dessine une nouvelle cartographie, celle d'une mémoire partagée, donc assumée. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Le KL Natzweiler et ses kommandos : une nébuleuse concentrationnaire des deux côtés du Rhin, Robert Steegmann, La Nuée bleue, 2005.

Exposition jusqu'au 1^{er} septembre 2015.

www.struthof.fr

1945 • L'HORREUR RÉVÉLÉE



La 11^e division blindée américaine entre dans le camp de Mauthausen, 6 mai 1945 (reconstitution).
© photo Donald R. Ornitz
coll. USHMM, Washington

1945 L'HORREUR RÉVÉLÉE

Dans les premiers mois de 1945, les armées alliées libèrent un à un les camps nazis et découvrent l'ampleur des massacres. En avril, les images de l'horreur font le tour du monde et le rapatriement des survivants s'organise. Pourtant, il faudra des années pour cerner la réalité du système concentrationnaire et la spécificité du génocide.



Thomas FONTAINE

Chercheur associé
au Centre d'histoire sociale
du XX^e siècle Paris 1

«Les portes de l'enfer sont ouvertes» écrit en mai 1945 le journaliste américain John Berkeley. L'horreur résume la découverte des camps nazis par les armées alliées. L'événement servit de point d'appui à plusieurs récits, mettant souvent en avant le cas pourtant exceptionnel de Buchenwald où des détenus prirent les armes pour se libérer et chasser leurs gardiens SS. Une minorité de détenus eurent la chance d'être libérés dans le cadre d'accords passés par la SS avec la Croix-Rouge et d'échapper ainsi aux évacuations meurtrières des camps. Mais les réalités les plus marquantes demeurent celles de détenus exécutés ou abandonnés à bout de force au bord des routes et de mouoirs découverts sans combat et par hasard par les troupes alliées. Dans ces conditions, l'organisation du rapatriement des déportés fut forcément largement improvisée. L'événement n'en fut pas moins source d'un savoir sur les camps et les déportations.

LE CHOC DE LA DÉCOUVERTE DES CAMPS

Fin juillet 1944, la guerre n'est pas encore finie et les Soviétiques entrent dans le camp vide de Lublin-Maïdanek, où les installations de gazage sont encore en place. Fin novembre, les Américains et les Français libèrent le camp de Natzweiler-Struthof, déserté par ses gardiens SS et les détenus. La situation se renouvelle à Auschwitz en janvier 1945, même si une petite minorité des internés s'y trouvent encore.

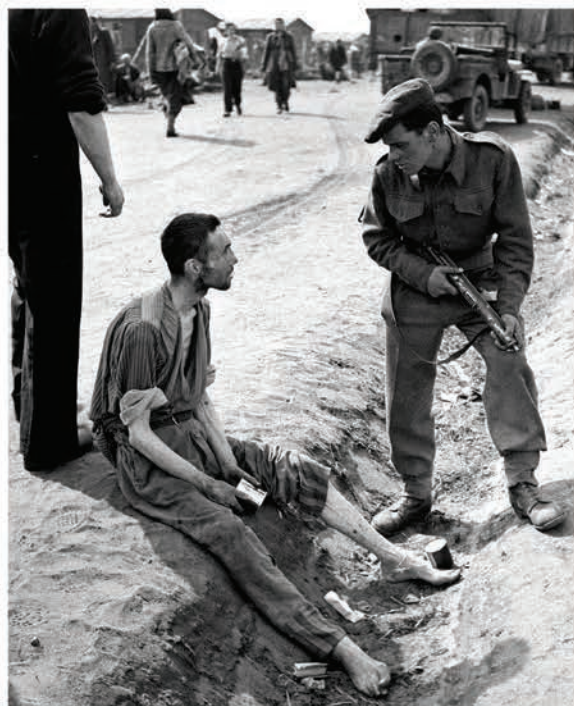
En France libérée, la presse, qui ne peut vérifier les informations recueillies et qui est encore sous le coup de la censure, ne publie alors pas ou très peu sur le sujet, notamment pour ne pas effrayer les familles attendant le retour d'un proche. *L'Humanité* consacre deux articles à la découverte des camps en décembre 1944, puis plus rien avant le 5 avril. *Le Figaro* publie un papier



sur le Struthof le 3 mars 1945, trois mois après la découverte du camp. Et encore, ce sont des articles qui ne font pas la «Une». La discrétion est la même à la radio et dans les Actualités filmées, ce qui amplifiera la stupéfaction lorsque seront publiés récits et photographies de l'horreur.

Début avril 1945, ce sont d'abord des *Kommandos* de Neuengamme qui sont découverts. Le 5 avril, c'est l'entrée dans le camp d'Ohrdruf, en Thuringe, qui provoque l'effroi. Plus de 3 000 cadavres gisent là, nus et émaciés. Le 11 avril, les Américains entrent dans le «petit camp» de Buchenwald, véritable mouroir, d'où étaient partis les jours précédents des convois pour Dachau. Tant ils sont épuisés, de nombreux détenus comprennent à peine qu'ils sont libérés. La vue de la Boelcke Kaserne de Nordhausen, où s'entassaient les malades de Dora, est une nouvelle fois terrible : 3 000 corps, 700 survivants en train de mourir. Le 14 avril est découvert le carnage de Gardelegen, petit village où plus de 1 000 détenus, jetés sur les routes après l'évacuation de Kommandos de Dora, ont été brûlés vifs dans une grange. Le lendemain, les Britanniques libèrent le camp mouroir de Bergen-Belsen, où des milliers de personnes sont en train de périr au milieu de nombreux cadavres. Le 29 avril, les Américains entrent dans le camp de Dachau et découvrent en gare plus de 2 300 cadavres laissés dans un train arrivé de Buchenwald. Face à l'horreur, certains soldats ne peuvent s'empêcher de tuer des gardiens SS. Au total, on estime qu'un tiers des 750 000 détenus du système concentrationnaire décèdent lors des dernières semaines de la guerre, dans les camps ou au moment de ce que les détenus ont appelé les «marches de la mort».

Le haut commandement allié est rapidement informé de ces terribles découvertes. Le 12 avril, Eisenhower, accompagné de Patton et Bradley, est à Ohrdruf. Le jour même, il décide de diffuser la nouvelle auprès de toute la presse, demandant même à ses troupes proches de venir voir ce chaos atroce : «On nous dit que le soldat américain ne sait pas pourquoi il se bat. Maintenant, au moins, il saura contre quoi il se bat» déclare-t-il. Quelques jours après, sont organisées des visites de journalistes et de parlementaires. À partir de ce moment, le verrou de la censure saute : les images de l'horreur, filmées ou photographiées, se multiplient. Il s'agit de montrer l'horreur, d'en faire une «pédagogie». Les cameramen américains du *Signal Corps*



←
Un soldat britannique
parle avec un détenu,
Bergen-Belsen, 17 avril 1945.
© photo Sgt Oakes/
IWM, Londres



→
Barbelés et baraquements
du camp d'Auschwitz,
Pologne, 1945.
© Mémorial de la Shoah

reçoivent ainsi des consignes strictes pour filmer les atrocités, les camps et ceux qui s'y trouvent. Plusieurs des reporters de guerre qui découvrent ces lieux sont aussi de véritables photographes de talent : Margaret Bourke-White (de *Life*, à Buchenwald), Lee Miller (de *Vogue*, à Buchenwald et Dachau) ou Eric Schwab (un Français, à Ohrdruf, Buchenwald, Thekla, Dachau).

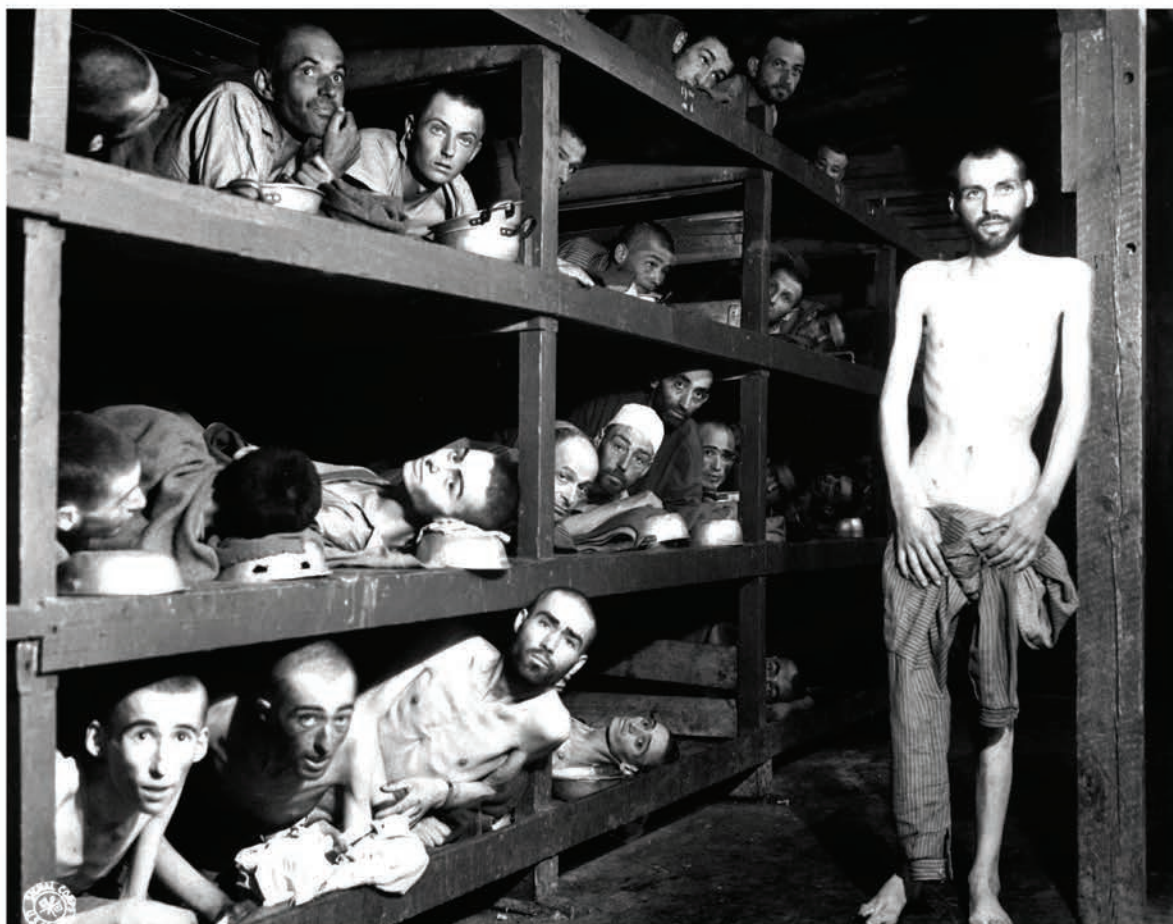
«Il faut que le monde entier sache» déclare Sabine Berritz dans le journal *Combat* du 3 mai 1945. «Doit-on raconter ces faits effroyables ?», écrit-elle. «Doit-on laisser nos enfants se pencher sur cet amas de crimes ? Naguère, nous aurions dit non. Nous nous élevions contre la diffusion de documents atroces. [...] Mais à présent il faut que revues et journaux, ici et dans le monde entier, publient ces récits et ces photos. C'est pourquoi il faut, malgré notre répulsion, les montrer à nos enfants, à tous les enfants. Ces abominables souvenirs doivent marquer leur mémoire [...]». Les images des bulldozers, qui poussent les corps dans des fosses communes de Bergen-Belsen, sont alors largement diffusées. La presse française qui, jusque-là, ne parlait presque pas des camps se saisit du sujet dans la seconde quinzaine d'avril 1945 : trois quarts des articles sont consacrés à leurs découvertes entre mi-avril et mi-juin.

Toutes les images publiées sont celles de l'horreur absolue. Elles marquent nos consciences, pour longtemps. Par leur force et leur nombre, elles constituent un véritable seuil, celui de la représentation de la mort de masse. Comme l'a montré Clément Chéroux, si la Première Guerre mondiale avait montré la mort, celle-ci était demeurée «individuelle» et c'était essentiellement «celle de l'ennemi». «Rien d'équivalent avec la mort massive et collective des camps, avec ces monceaux de cadavres qui emplissent les images» en 1945.

VIE ET MORT DANS LES CAMPS LIBÉRÉS

Le déroulement et le ressenti des «libérations» lors des semaines qui suivent ont beaucoup varié selon les déportés. Mais, pour la plupart d'entre eux, ces jours sont avant tout difficiles, meurtriers tant leur état de santé est précaire et les conditions sanitaires catastrophiques.

***→



→
Intérieur d'une baraque
du petit camp de Buchenwald,
16 avril 1945.
© photo Harry Miller
coll. NARA, Washington

À Dachau par exemple, les épidémies prolifèrent. Une semaine après la libération du camp, tous les cadavres n'ont pas encore été ensevelis malgré la réquisition des habitants voisins. En mai, en dépit des mesures prises par les troupes américaines, plus de 2 200 personnes y meurent encore. Toutefois, ces premières heures et ces premiers jours de liberté sont aussi intenses. En témoignent les extraordinaires photographies que les internés espagnols du camp de Mauthausen prennent aussitôt. Ils le font d'abord pour enregistrer l'événement, à l'instar des reporters qui arrivent pour témoigner de l'horreur. Des détenus se font ainsi photographier montrant des éléments caractéristiques des camps. Mais c'est surtout la soif de vivre et l'air d'une liberté retrouvée que montrent ces clichés. Ils saisissent des groupes d'amis, qui posent parfois les armes à la main, symboles de la victoire d'une communauté de survivants. De nombreux clichés concernent des hommes photographiés seuls qui se réapproprient ainsi leur individualité volée.

Les signes de leur déshumanisation passée ont disparu - ils portent de nouveaux vêtements civils, le numéro de matricule a été arraché... - ou, au contraire, ont été détournés - certains imitent les anciennes photographies d'identité prises dans les camps, mais à côté des chiffres de leur matricule figurent dorénavant, ostensiblement, leur nom. Beaucoup pensent alors à l'avenir et aux sociétés à reconstruire, en tirant les premiers enseignements de la tragédie qui vient de se terminer. Le 16 mai 1945 à Mauthausen, comme dans la plupart des camps libérés, un Serment international de reconnaissance envers les libérateurs, de fraternité et d'espérance est prononcé. La déclaration du Comité français de libération du camp en appelle à la communauté des «citoyens du grand peuple allié devant laquelle s'ouvre l'étonnant avenir de la société collective, de l'élévation nationale et du perfectionnement individuel». Des journaux au titre évocateur, comme *Liberté* (celui des Français de Dachau), sont créés.

Durant ces premiers jours de liberté, dans la plupart des camps, des organisations de détenus se mettent en place, pour organiser la vie quotidienne avant le rapatriement et préparer celui-ci. À Dachau, un *International Prisoners Committee* (IPC) a la lourde tâche d'épauler l'armée américaine dans la gestion d'une enceinte contenant encore plus de 30 000 personnes, qu'il faut nourrir et vêtir. De nombreuses formalités administratives sont nécessaires pour, d'abord, redonner à tous des papiers d'identité. C'est l'IPC aussi qui rédige les premières listes des morts. Les Américains demandent également qu'un strict service d'ordre se mette en place pour maintenir la quarantaine sanitaire - et donc l'interdiction de quitter le camp - et imposer le respect de règles : pas de cuisine dans les *Blocks*, pas de dégradation des bâtiments pour faire du feu... Beaucoup de détenus ne comprennent pas toutes ces interdictions, et surtout de devoir attendre plusieurs semaines avant d'être rapatriés.

LE RAPATRIEMENT EN FRANCE

À Alger, dès novembre 1943, la France libre met en place un commissariat pour s'occuper des personnes déplacées. Celui-ci est confié à Henri Frenay, fondateur du mouvement de résistance Combat. Il devient à la Libération le ministère des prisonniers, déportés et réfugiés, chargé d'organiser les retours en France de tous les «Absents». Près de 950 000 prisonniers de guerre, plus de 600 000 requis du travail et des dizaines de milliers de déportés sont en Allemagne, en attente d'un rapatriement. Des documents et d'importantes archives des camps et prisons qui avaient été installés en zone occupée sont récupérés pour compléter une information jusque-là largement lacunaire. À partir de février 1945, des missions françaises de rapatriement facilitent également la localisation des victimes. Pour connaître le nombre de rapatriés à gérer, le 3 novembre 1944, un décret ordonne officiellement le recensement des victimes de la guerre.

Mais, à l'heure du rapatriement, le ministère Frenay est largement dépendant du Commandement suprême des forces alliées (*Supreme Headquarter Allied Expeditionary Forces*, SHAEF) et sa marge de manœuvre est finalement réduite. De lourdes contraintes pèsent ainsi sur l'organisation même des retours : les prisonniers de guerre sont privilégiés par les Anglo-Saxons ; une quarantaine est imposée aux personnes qui, dans l'attente, doivent rester sur place ; des contrôles sanitaires et des vérifications d'identité interviennent aux frontières. Ainsi, selon les lieux de libération, les « scénarios » du rapatriement peuvent être très différents : s'ils se passent relativement bien pour ceux qui reviennent de Buchenwald, c'est plus compliqué pour les anciens déportés de Dachau, de Flossenbürg ou de Bergen-Belsen.

Les premiers retours de prisonniers de guerre et de déportés libérés par les Soviétiques ont lieu en mars 1945 à Marseille, par bateau depuis Odessa. Les premières femmes de Ravensbrück arrivent en gare de Lyon le 14 avril, accueillies par le général de Gaulle. Leurs camarades libérées grâce à l'intervention de la Croix-Rouge suédoise transitent, de leur côté, par la Suède. C'est à Paris que l'essentiel des retours sont centralisés : à la gare d'Orsay pour ceux qui arrivent par train, à l'aéroport du Bourget pour ceux qui reviennent par avion (les déportés les plus malades et des personnalités). Face à l'état physique et moral des déportés revenus et suite aux révélations dans la presse sur la découverte des camps, un grand centre d'accueil est installé à l'hôtel Lutétia, fin avril, avec des services médicaux et administratifs. Cependant, nombre de déportés critiquent les lourdeurs et les maladroites d'une administration qui n'a pas pris en compte selon eux les particularités de ce qu'ils viennent de subir.

Pourtant, comme le souligne Robert Belot, qui s'appuie sur *Bilan d'un effort*, la synthèse présentée par Frenay à son départ du ministère, « le dispositif semble avoir été efficace puisqu'en moins de quatre-vingt-dix jours, les deux tiers des libérés sont rapatriés. Au cours de l'année 1945, dans un pays complètement désorganisé, plus de 1 500 000 hommes, femmes et



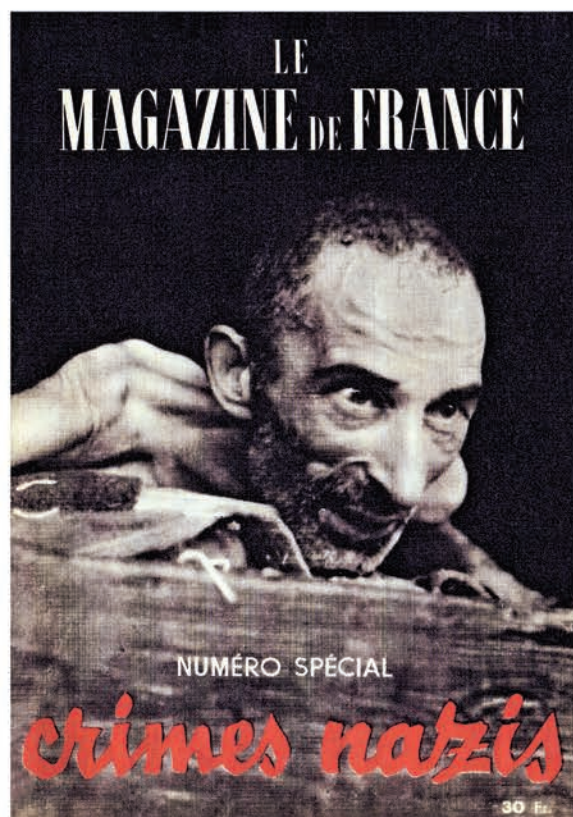
→
Devant le camp
de concentration de Dachau,
Allemagne, mai 1945.
© ECPAD/ Pierre Raoul Vignal

enfants ont été rapatriés en moins de cent jours. Les rapatriés reçoivent pécules et vêtements [...] et bénéficient de soins gratuits. L'effort financier global du pays a été considérable : 20% des dépenses civiles pour l'année 1945 selon les chiffres du *Bilan*.» Le 1^{er} juin, on fête le millionième rapatrié : Jules Garron, un prisonnier de guerre.

LE PREMIER SAVOIR SORTI DES CAMPS

Les images de la découverte des camps sont la première « source » d'informations permettant de révéler l'existence de l'univers concentrationnaire. Mais l'horreur montrée, en nombre, emporte toute analyse détaillée. Ces photographies sont finalement peu précises, et illustrent mal la réalité des camps. *L'Humanité* du 24 avril 1945 présente, par exemple, en Une un article sur Birkenau avec une image de Bergen-Belsen légendée « Ohrdruf ». Ces photographies fixent l'image d'un système concentrationnaire en pleine décomposition : beaucoup de détenus ont été jetés sur les routes face à l'avance alliée, lors des meurtrières « marches de la mort ». Ces clichés ne traduisent pas son fonctionnement habituel : la discipline, les humiliations, le travail forcé... La finalité des déportations se résume aux charniers découverts, ne rendant pas compte notamment du génocide des Juifs d'Europe. Le discours du ministère Frenay autour du retour des « Absents » favorise également une approche globale des « déportés », contribuant à brouiller les spécificités des politiques nazies.

Toutefois, même s'il ne faut pas perdre de vue sa faible diffusion, un savoir est produit dès les premiers mois après la découverte des camps nazis. À cet égard, le génocide des Juifs, souvent résumé à un « grand silence », est significatif. Détaillons-le en présentant les différents vecteurs de ce savoir sur les camps. Ce savoir provient d'abord des déportés eux-mêmes : près de 210 témoignages sont publiés entre 1944 et 1947. ***→



←
Couverture de
Magazine de France,
numéro spécial consacré
aux crimes nazis, été 1945.
© coll. Musée
de la Résistance nationale
Champigny-sur-Marne



←
Le général de Gaulle
accueille des rescapées
de Ravensbrück, avril 1945.
© Mémorial de la Shoah /CDJC

Ceux de Juifs, peu nombreux à revenir, sont évidemment rares. De plus, comme l'a montré Annette Wieviorka, ces récits sont peu lus par une société qui, globalement, n'est pas prête à entendre un tel discours. Les associations de victimes qui se mettent en place débutent un travail de transmission qui se poursuit aujourd'hui. Annette Wieviorka note que, malgré des imprécisions, les associations juives font un «progrès considérable vers la vérité». Des extraits du rapport Vrba et Wetzal sur Auschwitz sont édités par leurs journaux. Par ailleurs, le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC) entame un travail impressionnant de connaissance du génocide, grâce notamment à une collection d'ouvrages scientifiques.

La recherche et le jugement des criminels de guerre nazis permettent aussi de rassembler des éléments essentiels. Les premières synthèses du Service de recherche dépendant du ministère de la Justice ou celles des Renseignements généraux sont, dans plusieurs cas, déjà précises. Au procès international de Nuremberg, dans son réquisitoire inaugural, le procureur Robert Jackson évoque l'assassinat de 60% des Juifs d'Europe, soit 5,7 millions de morts, avant de présenter dans les séances suivantes le «plan nazi» pour anéantir «tout le peuple juif». «L'Histoire n'a jamais enregistré de semblable crime, perpétré avec une telle cruauté préméditée et contre tant de victimes», conclut-il en citant par exemple un rapport de l'*Einsatzgruppe A* du 15 octobre 1941 sur l'extermination de Juifs en Lituanie.

Dans ce tableau, l'État fait souvent figure de grand absent, n'ayant rien perçu ni voulu voir de la spécificité du génocide. Pourtant, les missions du ministère Frenay de rapatriement et de recensement, puis de réparation et de reconnaissance des victimes, impliquent de mieux les connaître, dans toutes leurs spécificités. Au sein d'une sous-direction des Renseignements - puis des Recherches - et de la Documentation, une section des «Israélites déportés», dirigée par un ancien interné de Drancy, François Rosenauer, travaille dès l'automne 1944 à recenser les déportés juifs et les convois de la «solution finale». Grâce notamment à la partie retrouvée du fichier de Drancy, les résultats sont rapides et justes : le 23 juillet 1945, le ministère Frenay annonce, par exemple, le chiffre de 66 576 déportés de Drancy, un bilan quasiment exhaustif. Or, à cette date déjà,



←
Retour vers la France
de rescapés de Buchenwald,
1945.
© SHD

le ministère sait que la grande majorité de ces personnes sont des Juifs, assassinés à Birkenau.

Une des salles de l'exposition «Crimes hitlériens», qui s'ouvre à Paris en juin 1945, s'appuie sur ce travail en proposant une chronologie de la persécution et des déportations. Le livre de Roger Berg, *La persécution raciale*, dans la série lancée par l'État des «Documents pour servir à l'histoire de la guerre», en est une autre illustration.

Ainsi, s'il faudra encore des années pour cerner avec précision l'ampleur de la criminalité qui s'est déployée dans le système concentrationnaire et la spécificité du génocide des Juifs d'Europe, un premier savoir sortit des camps dès l'immédiat après-guerre. Derrière le choc, des sources et des analyses commencèrent à irriguer notre réflexion sur un phénomène majeur que l'Occident découvrit avec horreur en 1945. ■

POUR EN SAVOIR PLUS

Thomas Fontaine, *Déportation et génocide : l'impossible oubli*, Tallandier, 2009.

Annette Wieviorka, *1945. La découverte*, Seuil, 2015.

Daniel Blatman, *Les Marches de la mort. La dernière étape du génocide nazi, été 1944 - printemps 1945*, Paris, Fayard, 2009.

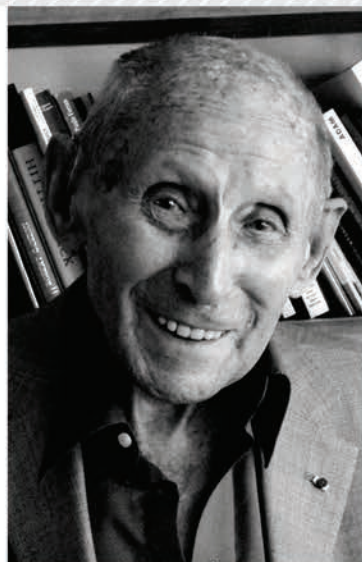
Le musée de la Résistance nationale a réalisé un bulletin pédagogique «Résistance», en complément des ressources du CNRD, téléchargeable sur son site :

www.musee-resistance.com

GEORGES LOINGER

Georges Loinger, âgé aujourd'hui de 104 ans, a été durant l'Occupation un des cadres de l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), qui a organisé le sauvetage de plusieurs milliers d'enfants juifs.

Ce grand résistant revient sur les raisons de son engagement et sur son action.



←
Georges Loinger.
© Archives familiales/DR

Comment avez-vous perçu la montée du nazisme outre-Rhin ?

Je suis né en 1910 à Strasbourg où vivait ma famille : je suis donc né allemand. Puis durant mon adolescence, j'ai appartenu au mouvement de jeunesse sioniste Hatikwah (Espoir), fondé par Théodore Herzl, et dont j'étais un des chefs. Vivant dans une ville universitaire et cosmopolite comme Strasbourg, et membre d'un mouvement de jeunesse, j'étais très à l'écoute du monde et particulièrement de l'Allemagne. Dans les années 1925-1930, à la radio allemande, nous avons commencé à entendre une voix étrange, puissante, redoutable... une voix faite pour convaincre. Celle-ci annonçait un drame : «Les Juifs, je vais les exterminer» hurlait Hitler. Et il se préparait à prendre le pouvoir... Nous savions dès lors que l'avenir s'annonçait difficile. À Strasbourg, nous étions nombreux à l'entendre et nous nous sommes préparés au pire. D'autant que nous avons commencé à voir des réfugiés affluer qui fuyaient les persécutions. Abandonnant mes études d'ingénieur, je me suis tourné vers l'enseignement de l'éducation physique - j'étais déjà très sportif - avec l'intention de préparer et de former la jeunesse juive aux épreuves qui l'attendaient. Par ailleurs, je travaillais comme éducateur dans les œuvres sociales de la baronne Edouard de Rothschild. Aux termes de longues négociations, celle-ci, s'inquiétant du sort d'enfants juifs dont les parents avaient été internés en Allemagne, avait réussi à acheter à prix d'or 123 enfants

aux nazis. Ma femme s'était chargée de s'occuper des petits réfugiés au château de la Guette, en Seine-et-Marne.

Puis la guerre éclate...

J'ai alors 29 ans et je suis mobilisé. Peu après, je suis fait prisonnier avec mon régiment en Bavière, où je suis enfermé au stalag 7. Je parviens à m'évader à la fin de 1940 : je traverse l'Allemagne et reviens en France. Je me mets au service de l'Œuvre de secours aux enfants (OSE), qui cachait et protégeait près de 1 500 enfants juifs répartis dans quatorze maisons. Mais, à partir de l'été 1942, notre stratégie a changé : face aux menaces grandissantes et après l'invasion de la zone libre par les Allemands, le regroupement d'enfants dans des maisons devenait trop dangereux. Il a alors été décidé de disperser les enfants dont nous avions la charge et de les envoyer à l'étranger, dans des zones où ils seraient à l'abri de la déportation. Il s'agissait dès lors d'organiser la filière d'exfiltration.

Comment cela se passait-il ?

Nous faisons passer les enfants par petits groupes de France en Suisse. Les premiers temps, les choses se passaient bien. Les Italiens surveillaient la frontière franco-suisse et étaient assez bienveillants. En fait, ils fermaient les yeux ou regardaient ailleurs. Mon rôle consistait alors à aller chercher des groupes à la gare d'Annemasse. J'emmenais les enfants dans un centre d'accueil de la municipalité. Le maire, Jean Deffaugt, était l'un de nos soutiens. Les enfants

y logeaient pour la nuit et le lendemain matin, nous faisons appel à des passeurs qui, moyennant finance, guidaient les enfants de l'autre côté de la frontière. Ce voyage prenait une heure environ. Au final, nous en avons fait passer près de 350.

En 1943, les Allemands remplacent les Italiens. Quel impact cela a-t-il sur votre activité ?

Après la capitulation de l'Italie fasciste, en septembre 1943, les troupes italiennes et notamment celles surveillant les frontières, se retirent. Immédiatement, les Allemands arrivent. Et de fait, les choses ont changé. Nous avons continué nos activités, mais très difficilement. J'ai alors appris que j'étais recherché par les Allemands et, en février 1944, la Gestapo a fait une descente dans les locaux de l'OSE, à Chambéry. Nous avons alors échappé de peu à l'arrestation. Une fois ma famille à l'abri, je suis retourné à Annemasse où j'ai continué mes activités auprès de l'OSE jusqu'à la Libération.



La rédaction

POUR EN SAVOIR PLUS

Georges Loinger, *L'odyssée d'un résistant*, Les éditions Ovidia, 2013
Georges Loinger, *Les résistances juives pendant l'Occupation*, éditions Albin Michel, 2010.

Retrouvez l'interview complète de Georges Loinger sur le site www.cheminsdememoire.gouv.fr



→ Le diplôme d'honneur
décerné par Yad Vashem aux
habitants du Chambon
et des villages environnants.

© DR



Aziza GRIL-MARIOTTE

Responsable de la muséographie
du lieu de mémoire au
Chambon-sur-Lignon

Le Chambon-sur-Lignon et ses alentours se situent en Haute-Loire sur un plateau de 1 000 mètres, un territoire à majorité protestante, où depuis les années 1900, touristes et enfants profitent du bon air. Le Chambon est une station familiale où se côtoient «pensions de famille» et «homes pour enfants». Dès juin 1940, l'armistice et l'internement des Juifs étrangers sont dénoncés par les pasteurs du Chambon, André Trocmé et Edouard Théis, tandis que le pasteur Charles Guillon, maire du village, démissionne pour ne pas être un «maire de Vichy» et se consacre à l'aide aux réfugiés. Grâce à sa connaissance des organismes internationaux à Genève, où il est secrétaire général de l'Union chrétienne de jeunes gens, il obtient des financements pour les maisons ouvertes au Chambon. À partir de 1941, avec l'aide d'organismes de secours et l'autorisation de la préfecture, ces pasteurs favorisent l'ouverture de maisons au Chambon pour accueillir des internés de la zone sud (enfants, adolescents et étudiants, mères et personnes âgées, juifs étrangers, antinazis et Républicains espagnols) ainsi que des enfants vulnérables, parmi lesquels des juifs sortis des camps ou placés par des organismes de secours.

Mais durant l'été 1942, avec l'organisation des rafles en zone sud, ces «résidences surveillées» qui rassemblent de nombreux juifs étrangers sont très exposées. Les villages alentour hameaux, fermes isolées permettent de les disperser. Les pasteurs, instituteurs, secrétaires de mairie, gendarmes, fermiers, médecins, hôteliers et responsables de pensions, de toutes confessions, tous contribuent de manière plus ou moins active au sauvetage. Cette résistance civile et spirituelle devient progressivement clandestine. Désormais les réfugiés doivent être munis de faux papiers, les plus vulnérables exfiltrés vers la Suisse. Le bouche-à-oreille aidant, le Plateau devient une plaque tournante des réfugiés, à tel point qu'il est aujourd'hui impossible de savoir combien y sont passés et ont été sauvés, au moins plusieurs milliers.

UNE TERRE DE JUSTES

Pendant l'Occupation, les habitants
du Chambon-sur-Lignon et
des villages avoisinants ont sauvés
de nombreux juifs.

Un exemple de résistance
civile et spirituelle unique à cette
échelle qui a valu à la commune
et à sa région la remise d'un diplôme
d'honneur par Yad Vashem
en 1990.

En août 1944, le territoire est libéré, les réfugiés quittent le Plateau, les jeunes engagés dans la résistance redeviennent des civils ou s'engagent dans l'armée de libération. Dans les maisons d'enfants, certains retrouvent leurs parents ou leurs familles, les orphelins sont pris en charge par des organismes de secours. L'histoire du Chambon, comme celle de la Shoah, est restée longtemps enfouie dans leurs souvenirs. Pourtant dès la fin des années 1970, un groupe d'anciens réfugiés prend conscience de la spécificité de ce sauvetage à grande échelle, au moment où débutent en France un processus mémoriel et une plus grande connaissance du génocide des Juifs. Ils font apposer une plaque commémorative en face du Temple, le 17 juin 1979, marquant le départ de la mémoire du Chambon, impliquant les anciens réfugiés et les habitants qui découvrent, bien souvent, l'ampleur des actions, entreprises dans la clandestinité.

En France, les personnalités ayant œuvré sur le Plateau sont parmi les premières à se voir décerner la médaille de «Juste parmi les nations». Au Comité français, l'idée d'une médaille collective est lancée, mais l'Institut Yad Vashem ne peut distinguer que des individus : ce titre est décerné à une personne non juive qui, au péril de sa vie, a aidé des juifs persécutés par l'occupant nazi. En 1990, à titre exceptionnel, Yad Vashem décerne un diplôme en «hommage aux habitants du Chambon-sur-Lignon et des communes voisines qui se sont portés à l'aide des juifs durant l'Occupation et les ont sauvés de la déportation et de la mort». Ce sont les seules communes en France à avoir reçu ce diplôme.

En juin 2013, Le Chambon-sur-Lignon a ouvert un lieu de mémoire (en savoir plus sur www.memoireduchambon.com) pour transmettre cette histoire exemplaire, un lieu unique en Europe, dédié à l'histoire des Justes et des différentes formes de résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. ■



TÉMOIGNER POUR NE PAS OUBLIER

La rédaction

«FRANÇAISES DE CONFESSION JUIVE», FRANCINE CHRISTOPHE ET SA MÈRE SONT ARRÊTÉES EN 1942. COMMENCE ALORS POUR ELLES UN LONG PARCOURS QUI LES MÈNE DE PRISONS EN CAMPS D'INTERNEMENT, PUIS EN DÉPORTATION À BERGEN-BELSEN. ECRIVAINNE, FRANCINE CHRISTOPHE A RELATÉ SON HISTOIRE DANS SES OUVRAGES ET DEPUIS TÉMOIGNE AUPRÈS DES JEUNES.

Francine Christophe a six ans lorsque la guerre éclate. Son père est fait prisonnier et interné dans un *Oflag* en Allemagne. Fille et femme de prisonnier de guerre, Francine et sa mère sont protégées par la convention de Genève. Une protection ténue : bientôt, les lois antisémites proclamées par le gouvernement de Vichy vont isoler un peu plus Francine et sa mère : «Quelle n'a pas été notre surprise lorsque nous avons dû aller nous faire recenser en tant que juifs dans notre commissariat de quartier. Contre un bon de textile, nous avons reçu des étoiles jaunes que nous devions porter bien visibles sur nos manteaux et sur nos robes. Et puis nos papiers d'identité ont été barrés d'un tampon à l'encre rouge 'Juifs'. Nous avons trouvé cela étrange, mais nous avions une totale confiance dans notre patrie». Quelques mois plus tard, l'odieux spectacle de la rafle du Vel'Hiv convainc la mère de Francine de la nécessité de se mettre à l'abri en zone sud.

UNE PETITE FILLE DANS LES CAMPS

«Malheureusement, poursuit Francine, durant le trajet nous avons été contrôlées et emmenées à la *kommandantur*. Ma mère et moi avons été interrogées séparément pour nous faire dire que nous étions juives. J'ai huit ans et deux hommes se mettent à me hurler, alternant menaces, insultes et mots gentils pour me faire craquer. Ma mère finit par avouer et nous sommes immédiatement incarcérées à la prison de La Rochefoucauld».

C'est le début d'un effroyable périple... «Nous avons été transférées à la prison d'Angoulême où nous sommes entassées dans des conditions d'hygiène lamentables, à plus de dix dans des cellules prévues pour deux personnes. Nous sommes ensuite enfermées à Poitiers, avant d'être internées à Drancy, Pithiviers, Beaune-la-



←
Fillettes juives
d'un foyer parisien rafées
par les Allemands et
déportées vers Auschwitz
le 31 juillet 1944.
© DR

Rolande...». Neuf mois plus tard, Francine et sa mère sont à nouveau envoyées à Drancy où elles resteront près d'une année, avant d'être déportées à Bergen-Belsen. Elles n'en sortiront qu'en 1945. Ce calvaire, Francine Christophe l'a raconté dans son ouvrage, *Une petite fille privilégiée*.

TRANSMETTRE AUX JEUNES GÉNÉRATIONS

L'étude en classe du livre de Francine Christophe peut être prolongée par son témoignage : depuis vingt ans, elle se rend dans les écoles, collèges, lycées, à Sciences Po. Des centaines de classes visitées, des milliers d'élèves rencontrés : un lien intergénérationnel, un lien de mémoire qui peuvent être présentés très largement puisqu'un DVD reprenant le témoignage de Francine Christophe a récemment été édité. Celui-ci est composé de séquences dans lesquelles alternent récit et images d'archives afin de restituer l'histoire de la famille Christophe dans le contexte social, économique et

politique de l'époque et de rendre intelligible le drame qu'a été la Seconde Guerre mondiale tout en exposant la réalité de la déportation, de la Shoah. Des cartes permettent de suivre le cours de la guerre et d'étudier l'Europe sous la domination nazie ; des sujets aussi complexes que l'Occupation, le régime de Vichy, le rôle de la France libre et de la Résistance, les conséquences politiques, morales et économiques de la guerre... sont abordés et offrent aux enseignants un ensemble de ressources susceptibles d'ouvrir de nouvelles réflexions chez leurs élèves.

POUR EN SAVOIR PLUS

Francine Christophe, *Une petite fille privilégiée*, DVD, CRDP de l'académie de Versailles.

Francine Christophe, *Après les camps, la vie*, L'Harmattan, 2003. *Le Pêlé-Mêle*, Dacres Éditions, 2015



EXPOSITIONS



LA COLLABORATION À TRAVERS LES ARCHIVES

Pas moins de 300 documents et photos, pour beaucoup inédits, réunis par les Archives nationales, offrent un panorama d'ensemble des « années noires » de l'histoire française. En vingt étapes, l'exposition révèle toute la diversité du phénomène et apporte un éclairage sur le rôle des trois acteurs au cœur de la Collaboration : les autorités allemandes, dans toute leur pluralité, le gouvernement de Vichy et les partis collaborationnistes qui participent activement aux rafles de juifs et à la répression contre les résistants. Elle explore également, selon une approche thématique, les différentes formes, à des degrés divers d'implication, qu'a pu prendre la Collaboration : politique et policière, mais aussi économique, militaire, idéologique et culturelle. Une exposition riche en documents originaux et variés qui rend intelligibles les événements et incite à la réflexion.

La Collaboration, 1940-1945, jusqu'au 5 avril, Archives nationales, Hôtel de Soubise, Paris 3^e. www.archives-nationales.culture.gouv.fr



LES SOVIÉTIQUES FACE À LA SHOAH

Le Mémorial de la Shoah propose une exposition inédite, qui rassemble les images des atrocités perpétrées par les nazis, filmées par les opérateurs soviétiques sur le front Est. Dès l'été 1941, des opérateurs de guerre ont été envoyés sur le front, tout d'abord en Crimée, pour capter les traces des destructions et des massacres de civils afin de mobiliser la population pour l'effort de guerre et collecter des preuves en vue de futurs procès. Dans le sillage de l'avancée de l'Armée rouge, les Soviétiques découvrent l'ampleur et la virulence des exécutions de masse et les méthodes de mise à mort. Fruit d'un long et minutieux travail de recensement et d'analyse mené par des historiens français, l'exposition a visée pédagogique montre, met en perspective et donne un sens à ces images uniques (notamment celles des camps de Maidanek et d'Auschwitz) et pour beaucoup inexploitées, qui constituent une trace irréfutable de ce que fut la Shoah à l'Est.

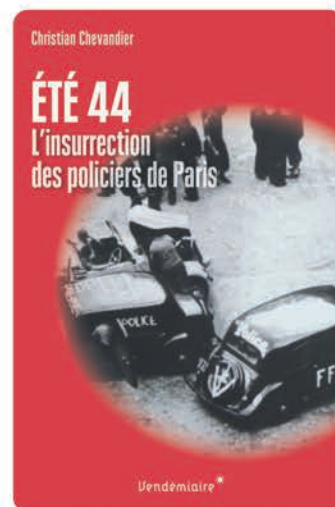
Filmer la guerre : les Soviétiques face à la Shoah (1941-1946), jusqu'au 27 septembre, mémorial de la Shoah à Paris 4^e. www.memorialdelashoah.org

OUVRAGES

TRIBUNAL DE GUERRE DU III^e REICH

C'est en s'intéressant au parcours de son oncle, condamné par le Tribunal de guerre du Reich, qu'Auguste Gerhards entreprend un travail de recherche qui le conduit aux Archives militaires de Prague. Là, il met au jour des documents inédits, retraçant le parcours de nombreux Français victimes de ce tribunal. Ce dernier a prononcé, entre le 26 août 1939 et le 7 février 1945, plus de mille condamnations à mort. Le travail monumental accompli par l'auteur, véritable mémorial, recense les noms et les biographies de plusieurs centaines de disparus. Cet ouvrage de référence est dédié à la mémoire, au combat et au sacrifice de ces inconnus dont l'action a contribué à la lutte contre le nazisme.

Tribunal de guerre du III^e Reich, Auguste Gerhards, coédition Cherche Midi / ministère de la défense, 2014, 816 pages, 25 €.

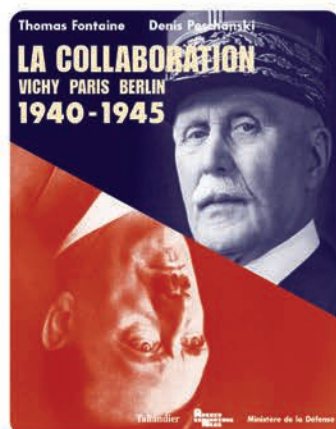


L'INSURRECTION DES POLICIERS DE PARIS

Le 19 août 1944, les policiers parisiens s'emparent de la préfecture de police et en soutiennent le siège alors que la capitale est encore tenue par les Allemands. Ils déclenchent ainsi l'insurrection qui s'étendra à toute la ville jusqu'à l'arrivée des Alliés. Combats sur les barricades, mission d'approvisionnement en armes, protection de la population, arrestations..., c'est en civil et aux côtés des FFI que les policiers déploient leur savoir-faire. À partir d'une analyse des parcours individuels des 152 policiers morts lors des combats, l'auteur dresse un portrait sociologique de ces représentants de l'ordre ralliés à la Résistance.

Été 44, l'insurrection des policiers de Paris, Christian Chevandier, édition Vendémiaire, 2014, 480 pages, 24 €.





LA COLLABORATION

Le 24 octobre 1940, le gouvernement de Vichy fait le choix d'entrer dans la voie de la collaboration comme l'atteste la fameuse entrevue de Montoire qui réunit Pétain et Hitler. Dès lors, comment la collaboration se met-elle en place ? Quels en sont les acteurs ? Et quels furent les rôles respectifs des autorités françaises, des Allemands et des collaborationnistes ? Près de 600 documents issus de fonds d'institutions publiques et de collections privées - affiches, rapports, lettres, journaux intimes, insignes, procès-verbaux, pièces à conviction, registres d'écrou, photographies, objets... - sont rassemblés et commentés, par ordre chronologique, dans ce beau livre qui accompagne l'exposition sans en être un catalogue. Une véritable somme qui explore la collaboration sous toutes ses formes.

La Collaboration, Vichy Paris Berlin, 1940-1945, Thomas Fontaine et Denis Peschanski, coédition Tallandier / ministère de la défense, 2014, 320 pages, 39,90 €.



LES ANIMAUX DANS LA GUERRE

Présents sur le front pour transporter les troupes et les canons, utilisés dans les tranchées, pour communiquer ou encore porter secours aux blessés..., les animaux ont servi valeureusement durant la Grande Guerre. Et pourtant, l'histoire les a trop souvent oubliés. Chiens tireurs, chats espions, chevaux transporteurs ou pigeons voyageurs, ils furent près de 15 millions à périr aux côtés des soldats français. Afin de réhabiliter ces «héros oubliés», l'auteur a rassemblé une multitude de documents et de photos inédites. Son livre leur rend hommage et rappelle les liens profonds qui ont uni l'homme à l'animal durant ces quatre terribles années.

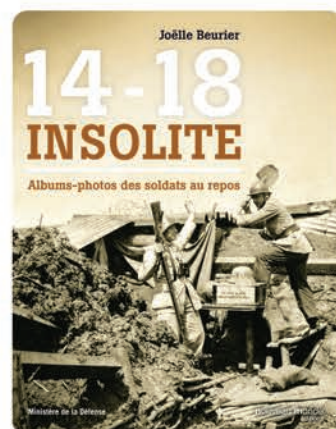
Héros oubliés : les animaux dans la Grande Guerre, Jean-Michel Derex, coédition Pierre de Taillac / ministère de la défense, 2014, 176 pages, 26,90 €.



LES INDIENS SUR LE FRONT DE L'OUEST

Le 26 septembre 1914, les premières troupes indiennes de la division Lahore débarquaient dans le port de Marseille. De par son appartenance à l'Empire britannique, l'Inde fut largement impliquée dans la Première Guerre mondiale, au point d'envoyer servir outre-mer plus d'un million d'hommes. Environ 140 000 d'entre eux, combattants et non combattants, arrivèrent en France et en Belgique, entre septembre 1914 et octobre 1918. Véritable reconstitution photographique de la vie de ces Indiens en Europe, ce livre tente d'en capter la trame quotidienne - dans les tranchées, les cantonnements, les champs, les villes, les hôpitaux, les camps de prisonniers - afin de perpétuer leur mémoire.

L'Inde dans la Grande Guerre, Santanu Das, coédition Gallimard / DMPA avec la Mission centenaire de la Première Guerre mondiale, 2014, 160 pages, 29 €.



SOLDATS AU REPOS

La résistance, le courage et le sacrifice des soldats pendant la Grande Guerre n'ont été possibles que parce qu'ont existé, dans les interstices de la violence totale, des espaces de moindre relief et de relâchement, moments collectifs dédiés à la lessive, à la toilette, aux repas ou aux divertissements, rituels qui soudent les individus entre eux. Cette dimension, seuls les clichés de photographes amateurs pouvaient en restituer la signification individuelle et collective. Tous les documents présentés dans ce recueil photographique sont issus d'albums de soldats déposés par les familles aux archives du Service historique de la défense.

14/18 insolite - Albums-photos des soldats au repos, Joëlle Beurrier, coédition Nouveau Monde / ministère de la défense (SGA/DMPA), 2014, 256 pages, 26,90 €.



LE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE AU SALON MONDIAL DU TOURISME

Pour la troisième année consécutive, la direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) du ministère de la défense participe au Salon mondial du Tourisme à Paris. Y est associé l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre, chargé de l'entretien de ses lieux de mémoire. Le stand DMPA présentera une offre touristique complète autour des lieux de mémoire et des nécropoles nationales du ministère de la défense, deuxième acteur culturel de l'État. Des plaquettes inédites sur les parcours mémoriels dans les régions marquées par les conflits contemporains, des cartes de France répertoriant les principaux sites mémoriels, musées, mémoriaux et nécropoles du ministère de la défense et de ses partenaires seront ainsi proposées aux visiteurs. Ces derniers pourront s'informer sur les actions et événements majeurs de l'année 2015 organisés par le ministère à l'occasion du 70^e anniversaire de la libération de la France et de la victoire sur le nazisme. Les sites de mémoire français ont rassemblé en 2013 plus de sept millions de visiteurs, dont un tiers de visiteurs étrangers et plus d'un million de scolaires.

Salon mondial du Tourisme du 19 au 22 mars 2015, Porte de Versailles, pavillon 4.
www.salons-du-tourisme.com/Paris

PATRIMOINE



LE STRUTHOF

LE MÉMORIAL DE LA DÉPORTATION ET LA NÉCROPOLE NATIONALE
SITE DE L'ANCIEN CAMP DE CONCENTRATION DE NATZWEILER
LE CENTRE EUROPÉEN DU RÉSISTANT DÉPORTÉ

LIEU DE MÉMOIRE ET DE CULTURE, LE CERD REND HOMMAGE À CEUX QUI,
PARTOUT EN EUROPE, ONT LUTTÉ CONTRE L'OPPRESSION.

Route départementale 130 - 67130 Natzwiller

www.struthof.fr



Site du Struthof, la nécropole nationale.

© CERD/ Jacques Robert

LES CHEMINS DE LA
MÉMOIRE